

Arrêté n° 207 CM du 28 février 1991 portant réglementation de la prise en charge par le budget de la Polynésie française des frais d'installation, d'entretien et d'abonnement de postes téléphoniques ainsi que des taxes de communication

Paru in extenso au journal officiel n°10 N du 07/03/1991 à la page 432

Version en vigueur au 04/04/2014

- Titre I - Postes téléphoniques installés à domicile (Article 1er à Art. 7)
 - Chapitre I - Domicile de certaines personnalités (Article 1er à Art. 4)
 - Chapitre II - Autres domiciles (Art. 7)
- Titre II - Postes téléphoniques installés dans les locaux administratifs (Art. 8 à Art. 9)
- Titre III - Lignes téléphoniques installées dans des locaux autres qu'administratif (Art. 10 à Art. 11)
- Titre IV - Postes téléphoniques portables (Art. 12)
- Titre V - Nouvelles techniques de communication (Art. 13)
- Titre VI - Carte d'abonnement Vini (Art. 14 à Art. 15)
- Titre VI - Dispositions finales (Art. 16 à Art. 17)

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,
Sur le rapport du ministre du budget, du plan et de l'aménagement du territoire,
Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 ;
Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;
Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement ;
Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;
Vu la décision n° 312 FT du conseil de gouvernement en date du 3 mai 1978 portant réglementation de la prise en charge par le budget du territoire des frais d'installation, d'entretien et d'abonnement des postes téléphoniques installés au domicile de certaines personnes, ainsi que des taxes de communication à l'intérieur du territoire ;
Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 février 1991,

Arrête :

TITRE I - POSTES TÉLÉPHONIQUES INSTALLÉS À DOMICILE
CHAPITRE I - DOMICILE DE CERTAINES PERSONNALITÉS

Article 1er *Rédaction issue de Arrêté n° 560 CM du 3 avril 2014*

Dans la limite des crédits votés, les frais d'installation, d'entretien et d'abonnement des postes téléphoniques installés au domicile des personnalités suivantes, ainsi que les taxes de communication, sont pris en charge intégralement par le budget de la Polynésie française :

- Président de la Polynésie française ;
- Président du Conseil économique, social et culturel ;
- Ministres du gouvernement de la Polynésie française ;
- Secrétaire général du gouvernement ;
- Inspecteur général de l'administration territoriale ;
- Directeur de cabinet du Président de la Polynésie française ;
- Délégué de la Polynésie française à Paris ;
- Conseiller technique à Paris chargé des actions de promotion et de communication en Europe ;
- Chef de cabinet du Président de la Polynésie française ;
- Secrétaire particulière du Président de la Polynésie française ;
- Adjoint au chef du secrétariat particulier du Président de la Polynésie française ;
- Conseiller spécial auprès du Président de la Polynésie française ;
- Chef du protocole ;
- Le chef du bureau décentralisé des affaires polynésiennes de Uturoa, Raiatea ;
- Président du haut conseil de la Polynésie française régi par l'arrêté n° 1398 CM du 17 octobre 2013 et par la délibération n° 2014-27 APF du 14 octobre 2014.

Eu égard aux contraintes inhérentes à ses fonctions qui impliquent qu'il puisse être joint à toute heure et en tous lieux et par dérogation aux dispositions qui précèdent, le Président de la Polynésie française bénéficie en outre

de la prise en charge aux conditions susvisées, de lignes téléphoniques installées dans ses résidences secondaires.

Art. 2

Les frais d'installation ne sont pris en charge qu'une seule fois, sauf dans le cas d'un changement de domicile ordonné dans l'intérêt de la collectivité.

Art. 3 *Rédaction issue de Arrêté n° 642 CM du 13 juin 1991*

Le nombre d'appareils téléphoniques installés à domicile, pris en charge, est limité à un appareil par ligne téléphonique.

Lorsqu'un ministre est également maire d'une commune autre que celle de son domicile situé sur l'île de Tahiti, il peut bénéficier de la prise en charge téléphonique de son domicile communal.

Art. 4 *Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004*

En cas de cessation des fonctions visées à l'article 1er, la ligne téléphonique sera suspendue ; les taxes afférentes à la suspension seront prises en charge intégralement par le budget de la Polynésie française. La ligne sera réaffectée, sur sa demande, au nouveau bénéficiaire dès sa prise de fonction.

CHAPITRE II - AUTRES DOMICILES

Art. 5 *Rédaction issue de Arrêté n° 575 CM du 30 avril 2009*

Article abrogé

Art. 6 *Rédaction issue de Arrêté n° 575 CM du 30 avril 2009*

Article abrogé

Art. 7 *Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004*

Est autorisé sur présentation des pièces justificatives acquittées, le remboursement du coût de l'abonnement mensuel de base, au personnel du service de la santé publique soumis à l'obligation d'astreinte à domicile, à l'exception des agents de 1re catégorie.

Lorsque l'agent ne dispose pas d'une installation téléphonique à son domicile, les frais d'installation sont remboursés par la Polynésie française, dans la limite d'une seule prise en charge sauf en cas de mutation.

Ces dispositions prennent effet à compter du 1er janvier 1995.

TITRE II - POSTES TÉLÉPHONIQUES INSTALLÉS DANS LES LOCAUX ADMINISTRATIFS

Art. 8 *Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004*

Les frais d'installation, d'entretien et d'abonnement relatifs aux lignes téléphoniques installées dans les locaux administratifs sont pris en charge intégralement par le budget de la Polynésie française.

Art. 9 *Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004*

En sus des lignes administratives visées à l'article 7 et installées par nécessité de service, une ligne directe connectée au réseau international pourra être installée dans les bureaux des personnalités énumérées à l'article 1er.

Sur proposition expresse des ministres concernés, des arrêtés du Président de la Polynésie française détermineront les titulaires des fonctions énumérées à l'article 6 qui pourront bénéficier également d'une ligne directe connectée au réseau international.

TITRE III - LIGNES TÉLÉPHONIQUES INSTALLÉES DANS DES LOCAUX AUTRES QU'ADMINISTRATIF

Rédaction issue de Arrêté n° 1066 CM du 12 octobre 1995

Art. 10 *Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004*

Les frais d'installation, d'entretien et d'abonnement des lignes téléphoniques installées à titre provisoire dans

des locaux ou véhicules n'appartenant pas à la Polynésie française mais mis occasionnellement à la disposition du Président de la Polynésie française pour les besoins de ses fonctions, sont pris en charge intégralement par le budget de la Polynésie française ainsi que les taxes de communication afférentes.

Art. 11 *Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004*

La prise en charge de ces dépenses est effectuée sur présentation de la décision de mise à disposition des locaux ou véhicules à la Présidence de la Polynésie française.

TITRE IV - POSTES TÉLÉPHONIQUES PORTABLES

Rédaction issue de Arrêté n° 1066 CM du 12 octobre 1995

Art. 12 *Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004*

Le Président de la Polynésie française, sur proposition des ministres, accorde les autorisations en vue de l'acquisition par les ministères ou leurs services, de postes téléphoniques portables.

Il ne peut être attribué plus d'un poste par ministère et par service à l'exception de la Présidence de la Polynésie française. Des dérogations exceptionnelles à cette limitation sont accordées par arrêté du Président de la Polynésie française.

TITRE V - NOUVELLES TECHNIQUES DE COMMUNICATION

Rédaction issue de Arrêté n° 1138 CM du 27 août 1998

Art. 13 *Rédaction issue de Arrêté n° 1676 CM du 10 décembre 2007*

Est autorisée la prise en charge par la Polynésie française des frais d'abonnement ainsi que des taxes de communication afférents à des techniques de communication existantes (Internet et autres) ou à venir pour lesquelles la circulation s'appuie sur l'utilisation du réseau téléphonique.

Cette autorisation est ouverte à tous les services et ministères de la Polynésie française à condition que les crédits correspondants soient prévus et dûment ouverts.

Cette autorisation est également ouverte au domicile des ministres du gouvernement de la Polynésie française.

TITRE VI - CARTE D'ABONNEMENT VINI

Rédaction issue de Arrêté n° 1138 CM du 27 août 1998

Art. 14 *Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004*

La prise en charge par la Polynésie française des frais d'inscription, d'entretien et d'abonnement des postes téléphoniques portables ainsi que des taxes de communication afférentes se fait sur présentation de l'autorisation du Président de la Polynésie française.

Art. 15 *Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004*

La prise en charge par la Polynésie française des accessoires (chargeur de batterie, batterie, ...) pour les postes téléphoniques portables.

Art. 15 *Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004*

Le président de la Polynésie française, sur proposition des ministres, accorde les autorisations en vue de l'acquisition par les ministres ou leurs services de carte d'abonnement Vini.

TITRE VI - DISPOSITIONS FINALES

Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 12 juin 1997

Art. 16 *Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 12 juin 1997*

Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions contraires prendra effet au 1er mars 1991.

Art. 17 *Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004*

Le ministre du budget, du plan et de l'aménagement de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 février 1991.

Par le Président du gouvernement du territoire :
Alexandre LEONTIEFF.

Le ministre du budget, du plan
et de l'aménagement du territoire,
Louis SAVOIE.

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Arrêté n° 207 CM du 28 février 1991](#), JOPF n° 10 N du 07/03/1991 à la page 432
- [Arrêté n° 642 CM du 13 juin 1991](#), JOPF n° 25 N du 20/06/1991 à la page 1070
- [Arrêté n° 1198 CM du 6 novembre 1991](#), JOPF n° 46 N du 14/11/1991 à la page 1881
- [Arrêté n° 26 CM du 18 janvier 1993](#), JOPF n° 4 N du 28/01/1993 à la page 181
- [Arrêté n° 795 CM du 15 juillet 1992](#), JOPF n° 30 N du 23/07/1992 à la page 1356
- [Arrêté n° 1013 CM du 22 novembre 1993](#), JOPF n° 48 N du 09/12/1993 à la page 2052
- [Arrêté n° 972 CM du 2 novembre 1993](#), JOPF n° 45 N du 11/11/1993 à la page 1928
- [Arrêté n° 907 CM du 9 septembre 1994](#), JOPF n° 38 N du 22/09/1994 à la page 1741
- [Arrêté n° 1066 CM du 12 octobre 1995](#), JOPF n° 43 N du 26/10/1995 à la page 2146
- [Arrêté n° 1284 CM du 4 décembre 1995](#), JOPF n° 50 N du 14/12/1995 à la page 2473
- [Arrêté n° 949 CM du 9 septembre 1996](#), JOPF n° 38 N du 19/09/1996 à la page 1637
- [Arrêté n° 576 CM du 12 juin 1997](#), JOPF n° 26 N du 26/06/1997 à la page 1243
- [Arrêté n° 1403 CM du 16 décembre 1997](#), JOPF n° 52 N du 25/12/1997 à la page 2710
- [Arrêté n° 1510 CM du 29 décembre 1997](#), JOPF n° 2 N du 08/01/1998 à la page 53
- [Arrêté n° 1138 CM du 27 août 1998](#), JOPF n° 36 N du 03/09/1998 à la page 1857
- [Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004](#), JOPF n° 15 N du 08/04/2004 à la page 1212
- [Arrêté n° 518 CM du 21 juillet 2005](#), JOPF n° 31 N du 04/08/2005 à la page 2568
- [Arrêté n° 1676 CM du 10 décembre 2007](#), JOPF n° 51 N du 20/12/2007 à la page 4953
- [Arrêté n° 469 CM du 5 mai 2008](#), JOPF n° 20 N du 15/05/2008 à la page 1746
- [Arrêté n° 575 CM du 30 avril 2009](#), JOPF n° 20 N du 14/05/2009 à la page 1989
- [Arrêté n° 1398 CM du 17 octobre 2013](#), JOPF n° 49 NC du 18/10/2013 à la page 9934
- [Arrêté n° 560 CM du 3 avril 2014](#), JOPF n° 27 NC du 04/04/2014 à la page 4848